

Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux
Affaire suivie par : SS
Dossier n°2024-6-A

Marseille, le **12 FEV. 2026**

**Arrêté d'autorisation environnementale n°2024-6-A relatif à l'exploitation par la
société DIGITAL MRS6 d'un data center dit « DIGITAL MRS6 » sis ZAC des
Chabauds sur la commune de Bouc-Bel-Air**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1 et suivants et R.181-1 et suivants concernant l'autorisation environnementale ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

VU la décision d'exécution (UE) n° 2017/1442 de la commission du 31/07/2017 établissant les conditions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil pour les grandes installations de combustion ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d)' " - (Rubriques n°2925-1 et n° 2925-2) ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- VU** l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant (SDAGE) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté interpréfectoral du 13 mars 2014 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant de l'Arc ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 juin 2023 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône ;
- VU** le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;
- VU** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;
- VU** l'arrêté du 1^{er} décembre 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 52-1999 A du 20 janvier 2000 autorisant la société DECATHLON à créer un entrepôt de stockage d'articles de sport à Bouc Bel-Air – Domaine d'activités des Chabauds ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation de la société DIGITAL MRS6 en date du 5 janvier 2024 ;
- VU** la demande du 7 février 2025, présentée par DIGITAL MRS6 dont le siège social est situé 129 boulevard Malesherbes 75017 Paris, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de data center située dans la ZAC des Chabauds sur la commune de Bouc Bel Air ;
- VU** la demande de dérogation aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation déposée le 7 février 2025 par DIGITAL MRS6 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU les mémoires de réponses aux demandes des services instructeurs du pétitionnaire apportant des compléments à cette demande ;

VU l'avis délibéré n° Ae 2025-058 du 12 juin 2025 de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) et le mémoire en réponse de la société transmis le 11 juillet 2025 ;

VU la décision n°E25000080/13 du président du tribunal administratif de Marseille du 14 août 2025 portant désignation d'un commissaire-enquêteur titulaire et de son suppléant ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2025 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique sur les demandes d'autorisation environnementale et de permis de construire présentées par la société pour ce projet du 6 octobre au 7 novembre 2025 inclus sur le territoire des communes de Bouc Bel-Air, Cabriès, Septèmes-les-Vallons, Les Pennes-Mirabeau et Simiane-Collongue. ;

VU le registre d'enquête publique ;

VU le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur du 5 décembre 2025 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Bouc-Bel-Air du 17 novembre 2025 ;

VU l'absence d'avis du conseil municipal des communes de Septèmes-les-Vallons, Les Pennes-Mirabeau et Simiane-Collongue

VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement du 14 janvier 2026 ;

VU le courrier électronique du pétitionnaire du 27 janvier 2026 exprimant son accord de principe sur la création d'un groupe d'information et de suivi des riverains (GISR) ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 28 janvier 2026, au cours duquel le demandeur a été entendu ;

CONSIDÉRANT que la société DIGITAL MRS6 a déposé au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement une demande d'autorisation environnementale, en vue de l'exploitation du data center dit « DIGITAL MRS6 » d'une puissance thermique nominale de 218,9 MW sur le site sis ZAC des Chabauds de la commune de Bouc-Bel-Air ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant prévoit le réaménagement d'un ancien entrepôt et la création d'une sous-station électrique permettant son alimentation à partir du réseau haute tension, reliée en sous-terrain par réseau de transport d'électricité (RTE) depuis un poste implanté sur la commune voisine de Cabriès ;

CONSIDÉRANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants aux abords du site projeté (populations, ressources en eau...) ;

CONSIDÉRANT la demande de DIGITAL MRS6 à déroger aux prescriptions des articles 5, 25-2 et 25-5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sus-visé ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être délivrée que lorsque les dangers ou inconvénients que présente l'installation peuvent être prévenus par des mesures prévues par arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 sont applicables à ce type d'installation ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sont applicables à ce type d'installation ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont applicables à ce type d'installation ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » - (Rubriques n°2925-1 et n° 2925-2) sont applicables à ce type d'installation ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 sont applicables à ce type d'installation ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, sont applicables à ce type d'installation ;

CONSIDÉRANT que le commissaire enquêteur a assorti son avis d'une réserve visant à créer un comité citoyen de contrôle et de suivi ;

CONSIDÉRANT qu'une telle instance ne relève d'aucune obligation réglementaire en matière d'ICPE ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant accepte d'assurer la création d'un groupe d'information et de suivi des riverains (GISR) à titre volontaire ;

CONSIDÉRANT que ce GISR doit rester informatif et ne peut se substituer aux missions de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la mise en place de ce GISR par l'article 7. 10 permet de lever la réserve ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que la procédure d'autorisation pour les installations classées pour la protection de l'environnement a été respectée ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral par courriel le 6 février 2026 ;

CONSIDÉRANT les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçues par courriel en date du 6 février 2026 ;

CONSIDÉRANT par conséquent les conditions légales de délivrance de l'autorisation environnementales sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société DIGITAL MRS6 dont le siège social est situé à 129 boulevard Malesherbes 75017 Paris est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Bouc Bel-Air, dans la ZAC Les Chabauds - Zone Industrielle, avenue Ferdinand de Lesseps 13320 BOUC-BEL-AIR, (coordonnées Lambert 93 X=894155 et Y=6262033), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle	
	Section	Superficie d'emprise du site
Bouc Bel-Air,	CD 111, CD 112, CD 114 et CD 115	107 287 m ²

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 107 287 m².

1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre en application de l'article L.229-6 ;

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R.229-5 du code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné
Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 20 MW puissance thermique nominale : 218,972 MW	Dioxyde de carbone

- autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité en application de l'article L.311-1 du code de l'énergie :

En application de l'article L 311-5 du code de l'énergie, le bénéficiaire susvisé est autorisé à exploiter une installation d'une capacité de production de 218,972 MW, localisée dans la ZAC Les Chabauds - Zone Industrielle, avenue Ferdinand de Lesseps 13320 BOUC-BEL-AIR (coordonnées Lambert 93 X=894155 et Y=6262033).

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées aux articles 5.1.3 et 5.2.1 et au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

1.2.1 RÉGLEMENTATION ICPE

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubriques	Désignation des activités et seuils	Caractéristiques des installations	Classement
3110	Combustion Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	- 30 groupes électrogènes de puissance unitaire de 7,2 MW alimentés en HVO ou fioul. La puissance thermique nominale dans la configuration finale du site est égale à : 216 MW - 2 groupes électrogènes pour sprinklage de puissance unitaire 1,486 MW alimentés en HVO ou Fioul puissance globale : 218,972 MW	A
4220-1-b (AP. 2005)	Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 kg : A-3	stockage de poudres, explosifs quantité maximum stockée : 9 tonnes	A
4734-2a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1000 t : A	* information non diffusable mais communicable selon l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2003 <i>Voir annexe</i>	A

Rubriques	Désignation des activités et seuils	Caractéristiques des installations	Classement
1436-1	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant 1. Supérieure ou égale à 1000 t : A	* 30 cuves de 57 m3 de HVO pour l'alimentation des groupes électrogènes du data center x 0,8, soit de 1368 tonnes. * cuves de carburant HVO des groupes électrogènes des motopompes du sprinklage : 20,88 m3 soit 16,7 tonnes capacité totale : 1 384,7 t	A
1510-2b (AP-2005)	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 2- Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ : E	volume entrepôt : 276 520 m³	E
2662-1 (AP-2005)	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 Le volume susceptible d'être stocké étant : 1-Supérieur ou égal à 1 000 m ³ : E	stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques volume maximum stocké 5 500 m³	E
2925-2	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs puissance maximale de courant utilisable pour cette opération supérieure à 600 kW : D	Onduleurs et locaux de charge batteries associés : - Batteries Li-Ion (2925-2) dans le data center : charge de 4,31 MW - stations de charge de véhicules électriques sur le site : charge de 200 kW puissance de charge globale : 4,51 MW	D
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg : DC	fluide R32 équipant les climatisations des bureaux volume global 475 kg	DC
1185-3-2	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire. 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement : D	Isolation par SF6 des PSEM ¹ de la sous-station électrique quantité présente : 1192 kg de SF6	D
4718-2a	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t : DC	* information non diffusable mais communicable selon l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2003 Voir annexe	NC

A : autorisation (mentionner le classement seuil Haut/seuil Bas Seveso pour les ICPE) ; E : enregistrement ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; D : déclaration NC : non classée.

(AP-2005) : activités autorisées par arrêté préfectoral du 05/10/2005

1 PSEM : postes sous enveloppe métallique, des structures « blindées » ne possédant aucune pièce sous tension à l'extérieur du poste

1.2.2 RÉGLEMENTATION IOTA

Le site relève des rubriques loi sur l'eau ci-après :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Niveau d'activités	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Rabattement temporaire en phase travaux	D
2.1.5.0 – 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	rejet des eaux pluviales uniquement pour une surface de 10,7 ha	D

(*) D (Déclaration)

Rubrique 1.1.1.0 :

- L'autorisation accordée au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la loi sur l'eau est valable uniquement en phase travaux.
- Si la nécessité de rabattement de nappe est confirmée ou se confirme à l'avancement des travaux, l'exploitant doit préciser les points suivants : les moyens de prélèvement, la durée des prélèvements, les volumes concernés, les incidences des prélèvements sur la nappe prélevée (autres forages, milieux aquatiques dépendant de la nappe, risque de pollution) et sur le milieu récepteur (quantitativement et qualitativement), les mesures mises en œuvre pour maîtriser ces incidences, dont le dispositif de traitement des eaux avant rejet et de suivi de la qualité des eaux rejetées.

1.2.3 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative à la combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF LCP relatif aux grandes installations de combustion dénommé BREF LCP publié au JOEU le 17/08/2017.

Toutefois, étant donné que l'installation est constituée de groupes électrogènes de secours, le BREF LCP n'est pas applicable au site.

Cependant, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication de décisions concernant la révision des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux installations de combustion (BREF LCP).

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage d'activités économiques et tertiaires.

1.4.2 Durée de l'autorisation au titre de la loi sur l'eau

L'autorisation d'exploiter au titre de la loi sur l'eau – rubrique 1.1.1.0 est accordée uniquement durant la phase travaux afin de permettre le rabattement temporaire des eaux de pompage issues des travaux de décaissement compte tenu de la faible profondeur du niveau de l'eau de par la situation portuaire du site.

1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par le présent arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par le présent arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.6 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.

Le point final de la période de démarrage et le point initial de la période d'arrêt sont définis comme suit :

- la période de démarrage s'achève au moment où l'installation atteint la charge minimale de démarrage pour une production stable ;
- la période d'arrêt débute au moment où l'installation a atteint le point de charge minimale d'arrêt pour une production stable à partir duquel il n'y a plus d'électricité disponible pour le réseau (respectivement plus d'énergie mécanique utilisable pour la charge mécanique).

Ces deux seuils correspondent à des pourcentages fixes de la puissance électrique nominale (respectivement de la puissance mécanique nominale) de l'installation.

Les groupes électrogènes de secours fonctionnent «individuellement » moins de 4 heures par an. Le temps de fonctionnement de l'installation intègre les maintenances mensuelles et biannuelles ainsi qu'une estimation annuelle de passage sur groupes électrogènes suite à une coupure de l'alimentation électrique principale.

Lors des phases de test et de maintenance, au maximum, 6 groupes électrogènes peuvent fonctionner en parallèle sur une durée de 2h/jour. Les tests seront réalisés uniquement en période diurne.

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins), de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à une teneur en O₂ précisée ci-dessous.

2.1 Conception des installations

2.1.1 Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

La concentration en SO₂, principal paramètre permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doit être contrôlée au moins une fois par an ou en continu avec asservissement à une alarme.

Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

2.1.2 Conduits et installations raccordées

Les moteurs des groupes électrogènes sont équipés de dispositifs permettant de limiter le panache noir au démarrage (régulation électronique).

- Le site dispose de 32 points de rejet (C1 à C32) en lien avec les 32 groupes électrogènes présents sur le site :
 - par groupe de 4 : C1 à C4 — C5 à C8 — C9 à C12 — C13 à C16 — C17 à C20 — C21 à C24 — C25 à C28,
 - ou par groupe de 2 : C29 à C30
- 2 points de rejets (C31 et C32) au Nord Est du site, associés aux groupes électrogènes dédiés au secours des alimentations électriques des groupes motopompes du sprinklage.

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité unitaire	Combustible	Autres caractéristiques
C1 à C30	Groupes électrogènes – data center GE1 à GE30	7,2 MW	HVO – huile végétale hydrogénée	Les moteurs des groupes électrogènes sont équipés de dispositifs permettant de limiter le panache noir au démarrage (par régulation électronique)
C31 à C32	Groupes électrogènes – sprinklage GE 31 - GE 32	1,486 MW	Fioul à basses teneurs en polluants comme le dioxyde de soufre	

Les 30 groupes électrogènes de secours (GE1 à GE30) fonctionnent au total 120 heures par an, soit 4 heures par an et par groupe, et moins de 500 heures par an.

Un relevé annuel des heures de fonctionnement de chaque groupe est établi par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.1.3 Conditions générales de rejet

Chaque cheminée répond aux conditions de rejet ci-après :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit de rejet en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
C1 à C30	17,2 m	0,55 m	35040 Nm ³ /h	49,57 m/s
C31 à C32	17,2 m	0,40 m		

2.1.4 Respect des valeurs limites et suivi des émissions canalisées

L'installation de combustion soumise à la rubrique 3110, telle que précisée à l'article 1.2.1 du présent arrêté, n'est pas soumise à la mise en place de valeurs limites d'émissions (VLE).

L'exploitant vérifie régulièrement la qualité des rejets atmosphériques par un contrôle des concentrations et des flux de polluants rejetés sur 20 % du nombre de groupes électrogènes, en rotation, afin de confirmer les valeurs prises comme hypothèse dans l'étude des risques sanitaires (ERS) jointe au dossier de demande d'autorisation.

Le premier contrôle est effectué 6 mois au plus tard après la mise en service de l'installation, puis tous les 3 ans.

L'exploitant met à jour l'ERS si les flux estimés sont supérieurs à ceux mentionnés ci-dessous :

Polluants	Code CAS	Concentrations dans les rejets (mg/Nm ³)	Flux cumulé en sortie de l'ensemble /en sortie de chacune des cheminées (g/s)
SO ₂	7446-09-5	1,7 mg/Nm ³	0,02 g/s
NO _X	-	3152 mg/Nm ³	30,68 g/s
Poussières (*)	-	4 mg/Nm ³	0,04 g/s

(*) : Les concentrations en PM10 et PM2,5 sont chacune prises égales à la concentration totale en poussières.

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Dans les conditions décrites à l'article 2.1.1 du présent arrêté, l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

2.1.5 Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

2.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

En particulier, toute opération de dégazage des équipements frigorifiques ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes est consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air

Les installations doivent satisfaire aux prescriptions de l'arrêté du 23 juin 2023 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône sus-visé.

En cas de déclenchement de la procédure préfectorale d'alerte liée à un épisode de pollution de l'air ambiant, les tests de démarrages des groupes électrogènes de secours sont interdits.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Phase de travaux

Si la nécessité de rabattement de nappe est confirmée ou se confirme à l'avancement des travaux, l'exploitant doit préciser, au moins 1 mois avant la mise en œuvre, les points suivants : les moyens de prélèvement, la durée des prélèvements, les volumes concernés, les incidences des prélèvements sur la nappe prélevée (autres forages, milieux aquatiques dépendant de la nappe, risque de pollution) et sur le milieu récepteur (quantitativement et qualitativement), les mesures mises en œuvre pour maîtriser ces incidences, dont le dispositif de traitement des eaux avant rejet et de suivi de la qualité des eaux rejetées.

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 sus-visé, plus particulièrement :

- il quantifie les quantités pompées, tant en débit instantané qu'en débit cumulé, avec enregistrement des valeurs mesurées,
- il prélève des échantillons à des fins d'analyse : pour ce faire, il met en place un point d'échantillonnage permettant la mise en place d'un échantillonneur,
- la qualité des rejets doit respecter les valeurs limites ci-après :
 - MES < 35 mg/l
 - hydrocarbures totaux < 5 mg/l.

L'exploitant transmet au Préfet les éléments précisant les équipements de comptabilisation des volumes pompés et des équipements de décantation et déshuilage en phase chantier.

Il communique à l'administration les volumes relevés par compteur durant la phase chantier, ainsi que les résultats d'analyse de vérification des qualités de rejet.

Les résultats des qualités des rejets doivent être tracés et tenus à la disposition de l'administration.

3.2 Prélèvements et consommations d'eau - exploitation du site

3.2.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Usage	Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal	
				Journalier (m3/j)	Annuel (m3/an)
Sanitaires	Réseau public	Commune de Bouc-	X =894229.12	5,5 m ³ /j	2 000 m ³ /an

	communal	Bel-Air	Y = 6261590.68		
Exercice incendie et vérification du réseau de sprinklage	Réseau Canal de Provence	Canal de Provence	X = 894229.12 Y = 6261590.68	-	50 m³/an

3.3 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.3.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc...

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

- **Eaux usées**

Point de rejet vers le milieu récepteur	EU1
Coordonnées (Lambert 93)	X = 893971 Y = 6261816
Nature des effluents	eaux domestiques (eaux usées et eaux vannes)
Exutoire du rejet	réseau eaux usées ville Bouc bel Air
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	le Grand Vallat après traitement par la station d'épuration communale
Conditions de raccordement	autorisation de rejet

- **Eaux pluviales**

Point de rejet vers le milieu récepteur	EP1
Coordonnées (Lambert 93)	X = 894173 ; Y = 6261887
Nature des effluents	eaux pluviales traitées par décanteur hydrodynamique
Exutoire du rejet	réseau eaux pluviales de la ZAC
Milieu naturel récepteur	le Grand Vallat
Conditions de raccordement	autorisation de rejet

Le site dispose d'un réseau séparatif « eaux pluviales ». Ce réseau est alimenté par :

- les eaux de pluie issues des toitures,
- les eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées (parking, voiries, aire de dépotage des livraisons en HVO ou fioul),
- les eaux de condensation des installations de climatisation des bureaux et de traitement d'air.

Les eaux pluviales au niveau de la sous station sont traitées par un séparateur hydrocarbures de classe 1 (performance < 5mg/l d'hydrocarbures).

Les eaux pluviales avant rejet dans les bassins au Nord du bâtiment data sont traitées par un décanteur hydrodynamique.

3.3.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la Commune de Bouc-Bel-Air à laquelle appartient le réseau et l'ouvrage de traitement collectif.

Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3.3 Gestion des eaux pluviales

L'exploitant doit mettre en place un dispositif permettant de gérer un volume total d'eaux pluviales de 3 308 m³, correspondant à un événement pluvieux d'une période de retour de 30 ans.

La gestion des eaux pluviales doit reposer sur les principes de confinement des volumes d'eau, infiltration dans le sol lorsque cela est possible, et régulation du débit rejeté vers le milieu naturel, conformément aux prescriptions du SAGE et du PLUi en vigueur.

Pour ce faire, l'exploitant doit :

- assurer la collecte et le transit des eaux pluviales du site par un bassin enterré de 1 260 m³ :
 - les eaux doivent transiter par un décanteur hydrodynamique assurant la séparation des hydrocarbures avant leur rejet dans un bassin à ciel ouvert de 1 100 m³.
 - le bassin doit également permettre le confinement des eaux polluées en cas d'incendie, grâce à l'installation de vannes permettant leur isolation.
 - l'exploitant doit s'assurer que l'ouvrage est dimensionné pour résister aux poussées hydrostatiques et aux épisodes pluvieux extrêmes, et que les vannes sont manœuvrables en toute sécurité et accessibles en cas d'urgence.
- mettre en œuvre une capacité de stockage complémentaire de 2 560 m³, constituée par deux bassins à ciel ouvert :
 - un bassin de rétention de 1 100 m³ dont le débit de sortie est régulé à 128 l/s, avec recalibrage de l'exutoire sous l'autoroute A515 et entretien régulier afin de garantir la conformité à ce débit maximal.
 - un bassin de 1 460 m³ assurant à la fois l'infiltration et la retenue des eaux, et constituant le trop-plein du bassin de 1 100 m³.

Une zone d'épandage temporaire, située au nord du site, doit permettre l'accueil d'au moins 748 m³ d'eaux pluviales, avec une hauteur d'eau maximale de 30 cm. Cette zone doit disposer d'un revêtement perméable filtrant, garantissant l'absence d'impact sur les infrastructures environnantes.

L'exploitant doit établir et maintenir à jour un plan d'entretien des ouvrages, ainsi que des procédures d'urgence en cas de pollution accidentelle, afin de protéger les milieux récepteurs.

3.3.4 Plans des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les plans des réseaux d'alimentation et de collecte font notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

3.3.5 Limitation des rejets

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

Température maximale	30 °C
pH	entre 5,5 et 8,5
Débit maximal journalier (m ³ /j)	6 m ³ /j
débit annuel (m ³ /an)	2000 m ³ /an
Débit maximum horaire(m ³ /h)	1 m ³ /h

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Lieu de consommation	Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)	Prélèvement maximal Journalier
DIGITAL MRS6	Réseau public communal	Alimentation depuis Le Verdon et la Durance via le Canal de Marseille	2000 m ³ /an	6 m ³ /j

Le prélèvement maximal en eau d'incendie est de 50 m³/an pour les essais (hors remplissage initial et intervention réelle).

3.4.2 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

3.5 Dispositions spécifiques en période de sécheresse

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie.

4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses

4.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

4.1.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

4.1.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

4.1.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4.1.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

4.1.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Définition de l'émergence :

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

4.1.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

4.1.2.3 Tonalité marquée

L'établissement n'est pas à l'origine de bruit à tonalité marquée.

4.1.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

4.1.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- Les éclairages extérieurs sont utilisés uniquement en exploitation ou pour assurer la protection des biens et des personnes.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

4.2 Dispositions relatives à la phase travaux de construction

Durant la phase de construction des bâtiments, l'exploitant limite les nuisances dues à la circulation de véhicules, intervention des engins et appareils de chantier :

- les travaux sont effectués en journée (07h00 / 20h00) de façon à limiter la gêne occasionnée ,
- il veille au respect de la réglementation en vigueur obligatoire pour les engins et appareils utilisés sur les chantiers,
- la vitesse des engins est limitée sur le site,
- il prend les dispositions nécessaires pour éviter les envols de poussières.

5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Le bâtiment principal data-center doit être entouré sur 3 cotés par une enceinte d'écrans de 10 m maximum de hauteur et positionnés à une distance qui peut varier de 21 à 39 mètres des façades nord, sud et ouest existantes.

Ils doivent être dimensionnés pour s'effondrer vers l'intérieur du site en cas de sinistre afin de préserver la voie échelle.

Les installations présentes sur le site doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- la distribution intérieure du bâtiment principal est assurée par un cloisonnement dans laquelle les parois verticales doivent être :

- coupe-feu de degré 2 h entre les locaux à risque ainsi que les data-suites et les dégagements ;
- coupe-feu de degré 1 h entre les locaux sans risques particuliers
- l'aire de livraison de fioul est étanche et incombustible
- La structure des conteneurs des groupes électrogènes est coupe-feu 2 heures (REI 120) ; le plancher séparant chaque local groupe de son réservoir associé est coupe-feu REI 120
- chaque cuve de carburant en cuve double peau associé aux groupes électrogènes est implantée dans une structure indépendante du local groupe, elle-même de degré coupe-feu 2 heures
- les groupes froids et compresseurs d'air sont positionnés en extérieur sud, ouest et nord du bâtiment principal et positionnés sur une passerelle de maintenance à 3,5 m de haut, le ballon est protégé par gabarit acier
- les locaux batteries sont des cubes coupe-feu 2 heures (REI 120) dotés de portes coupe-feu 1 heure (EI60). Ils sont installés sur une dalle en béton étanche
- les locaux de stockage de matériel informatique : coupe-feu 2 heures (REI 120) avec porte coupe-feu 1 heure (EI60)
- salles informatiques : coupe-feu 2 heures (REI 120) avec porte coupe-feu 1 heure (EI60)

S'agissant de la sous-station électrique :

- les éléments porteurs en béton armé et le plancher de la toiture sont coupe-feu REI 120
- les locaux transformateurs HTB à ciel ouvert disposent de 3 faces coupe feu 2h sur 10 m de haut et une face ouverte avec ventelle sur le côté est du site

Les deux espaces d'attente sécurisés créés sur les paliers des escaliers sont encloisonnés avec des parois coupe-feu de degré 1 heure et les blocs-portes sont coupe-feu de degré 1 heure munis d'un ferme-porte.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.2 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

5.1.3 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant met en place 2 accès dédiés aux services d'incendie et de secours, ils doivent être maintenus dégagés :

- un accès au niveau de la rue Schneider, en partie basse au Sud-Ouest du site
- un portail d'accès situé au Nord-Ouest de la parcelle permet d'accéder à l'établissement depuis la voie Louis Léprie

Une voie périphérique interne au site faisant le tour du bâtiment principal, et répondant aux caractéristiques d'une voie « échelle » est aménagée avec un sens de circulation unique.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté du 3 octobre 2010, la largeur utilisable par les engins d'incendie et de secours sur la voie périphérique doit être de 6 mètres, sauf au droit de 3 aires de stationnements pour engins :

- le passage libre de l'aire de stationnement du poteau n° 6, côté nord, et le passage du poteau n° 7 en face est (zone des bureaux) présentent chacun une largeur de 4,20 m
- côté est : le passage libre de l'aire de stationnement du poteau n°8 est large de 5 m
- côté sud : les 3 passages libres le long des 3 aires de stationnement des poteaux n°9, 2 et 3, notamment devant les groupes électrogènes, sont larges de 6 m
- côté ouest : les 2 passages libres le long des 2 aires de stationnement des poteaux n° 4 et 5 sont larges de 6 m
- le poteau n°1 de la sous-station et son aire de stationnement associée laisse un passage de 6 m

5.1.4 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'exploitant doit mettre en place un bassin enterré de confinement des eaux incendie d'une capacité de 1 260 m³, implanté en périphérie nord du bâtiment MRS6, et configuré de manière à permettre la récupération totale de tous les ruissellements, qu'ils proviennent des voiries ou des toitures.

Le bassin doit être dimensionné et équipé de manière à garantir un confinement autonome des volumes d'eaux incendie, indépendamment des autres infrastructures externes, et permettre la sécurisation et l'isolement des eaux polluées. Il doit être positionné en aval des réseaux d'eaux pluviales de l'ensemble du site et conçu pour résister aux poussées hydrostatiques et aux épisodes pluvieux extrêmes.

5.1.5 Protection contre la foudre

L'exploitant met en place, pour chaque local et installation présents sur le site, les protections contre le risque foudre préconisées dans l'Étude Technique des protections contre la Foudre (ETF) d'août 2024.

5.2 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.2.1 Organisation de la défense incendie du site

Le bâtiment est équipé d'un système de sécurité incendie de catégorie À. Il dispose d'une détection d'incendie dans tous les locaux.

Deux agents de sécurité doivent être présents 24h/24 et 365 jours par an. Ces derniers doivent être formés sauveteur secouriste du travail.

Les plans d'évacuation ainsi que les consignes générales doivent être affichés à tous les niveaux du site, à proximité immédiate des sorties, des escaliers et des ascenseurs. Les consignes de sécurité doivent être affichées dans l'ensemble des installations du site. Elles doivent indiquer les instructions suivantes :

- moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- procédures d'alerte avec numéros de téléphone associés ;
- conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité des installations.

5.2.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé et précisés comme ci-après :

- un système d'extinction automatique d'incendie, équipant toutes les installations, les zones de circulation et tous les locaux, à l'exception du volume des combles et des mezzanines, adapté aux produits présents est mis en place : ce dispositif doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
- le système de sprinklage est alimenté par le bassin de réserve de 230 m³ au minimum implanté à l'est du bâtiment principal
- 9 hydrants d'un débit unitaire de 60 m³/h doivent être implantés autour du bâtiment et de la sous-station électrique, selon les principes suivants :
 - Les poteaux incendie doivent être positionnés à moins de 100 m de l'ensemble des structures du site et être espacés de 150 m maximum entre eux ;
 - Un poteau incendie doit être installé à proximité de la sous-station électrique, en dehors des zones d'effets thermiques de 5 kW/m² ;
 - Le débit et la disponibilité du réseau d'eau incendie doivent permettre le fonctionnement simultané de 3 poteaux incendie.
- Un ouvrage enterré de confinement des eaux incendie d'une capacité de 1 260 m³ est implanté en zone Nord du bâtiment MRS6.
- Des extincteurs en nombre suffisant sont répartis sur l'ensemble du site, en fonction de la nature des risques et de la surface des zones à protéger. Plus précisément :
 - Des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres doivent être placés à tous les niveaux du bâtiment à raison d'un appareil par 200 m² ou fraction de 200 m² de surface.
 - Des extincteurs de type CO₂ doivent être disposés à proximité des installations ou appareils présentant des risques électriques.
 - Des extincteurs portatifs doivent être placés à proximité des aires de groupes électrogènes. L'exploitant détermine leur nombre à raison de 2 extincteurs de classe 55B minimum par groupe électrogène.

Par dérogation aux dispositions des articles 25-2 et 25-5 de l'arrêté du 03/10/2010, l'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires suivantes :

- les locaux groupes électrogènes doivent être équipés d'une installation de sprinklage sous air à pré-action à double verrouillage (double-interlock) ;
- Le système de pré-action doit se déclencher automatiquement en cas de rupture du bulbe de la buse à 141°C, détection incendie et chute de pression dans le réseau, conformément au principe du système à double verrouillage.,
- Le déclenchement de la protection sprinkler doit être reporté au poste central de sécurité (PC sécurité), afin de permettre une action manuelle de commande en cas de défaillance automatique,
- L'alimentation en eau du système est assurée par pompage depuis la réserve principale. Les réseaux principaux cheminent à l'intérieur du data-center, puis à l'extérieur des groupes électrogènes, tandis que les réseaux terminaux sont installés à l'intérieur des containers des groupes électrogènes.
- L'exploitant doit mettre en place un plan de surveillance et de maintenance des dispositifs mentionnés ci-dessus, précisant la nature, la fréquence et la traçabilité des contrôles réalisés.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs relatifs à la conception, la maintenance et aux contrôles périodiques réglementaires des dispositifs de lutte contre l'incendie.

L'exploitant doit effectuer les contrôles des points d'eau incendie présents sur le site :

- un contrôle fonctionnel annuel (accessibilité, signalisation, disponibilité d'eau, bon fonctionnement),

- un contrôle technique complet (débit, pression) à réaliser au plus tous les 3 ans.

Les comptes rendus de ces vérifications doivent être transmis aux services d'incendie et de secours compétents et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit, dans un délai d'un mois après la mise en service des installations, transmettre au service d'incendie et de secours un (1) plan de situation et 4 plans de masse sur lesquels sont indiqués l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie implantés sur le site, afin d'obtenir approbation.

Le document attestant cette approbation est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Prévention et gestion des déchets

6.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

- en priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation
- de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.
- d'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier
- d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité
- de contribuer à la transition vers une économie circulaire
- d'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Dénomination du déchet	Code des déchets	Mode de stockage ou de conditionnement	Niveau de gestion des déchets(*)
Déchets non dangereux			
Ordures ménagères	20 03 99	Bacs	2
Cartouches et toners	08 03 13	Caisse palette	2
Papier / carton	15 01 01	Benne	1
Palette bois / emballage bois	15 01 03	Benne	1
Emballage et film plastique	15 01 02	Benne	1
Polystyrène	15 01 05	Benne	2

Dénomination du déchet	Code des déchets	Mode de stockage ou de conditionnement	Niveau de gestion des déchets(*)
Métaux non souillés	17 04 07	Benne	1
Déchets dangereux			
Piles usagées, Batteries usagées	20 01 33*	Caisse palette	2
Déchets électroniques DEEE	20 01 35*	Caisse palette	1
Tubes fluorescents, Néons	20 01 21*	Caisse palette	2
Produits dangereux			
Huiles usagées issues de la maintenance*	13 02 08*	Bidons ou fûts sur rétention	2
Eaux et hydrocarbures issus des séparateurs d'hydrocarbure*	13 05 06*	Camion	2
Boues issues des séparateurs d'hydrocarbure*	13 05 07*	Camion	2
Eaux souillées résultant d'un incendie	13 08 02*	Camion	2
Emballages et chiffons souillés d'huile ou d'hydrocarbure – filtres à huiles	15 02 02*	Bacs ou fûts	2
Carburant (HVO/Fioul) issu d'une fuite (pompage rétention)	13 07 01*	Camion	2

(*) :

Niveau 0	Réduction à la source de la quantité et de la toxicité des déchets produit
Niveau 1	Recyclage ou valorisation des sous-produits de fabrication
Niveau 2	Traitement ou prétraitement des déchets
Niveau 3	Mise en décharge ou enfouissement en site profond

6.2.1 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R 543-17 à R 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R541-225 à R541-227 du code de l'environnement.

6.2.2 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

6.2.3 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement - Transport

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

7 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

7.1 Dispositions relatives à la phase de construction

Les travaux de construction sont réalisés conformément aux conditions décrites dans le dossier de demande d'autorisation sus-visé.

7.2 Dispositions relatives aux cuves de combustibles des Groupes Electrogènes (GE)

Toutes les cuves sont doubles enveloppes avec système de détection de fuite avec report d'alarme au PCS.

Les cuves doubles enveloppes sont dotées de capacités de rétention unitaire étanche (100%).

Les vannes et les tuyauteries sont d'accès facile.

Les dispositifs ci-après sont mis en place :

- Un niveau haut provoquant l'arrêt automatique de la pompe et l'activation d'un voyant vert en façade du coffret ;
- un niveau très haut forçant également l'arrêt de la pompe et activant un voyant rouge en façade du coffret

Un dispositif de coupure de l'alimentation en carburant du groupe en cas de fuite ou d'incendie (vanne de coupure manuelle en façade, vanne de coupure automatique sur fusible thermique dans le local GE) est mis en place.

Les containers « groupe électrogène » et « stockage carburant » sont superposés et séparés par un plancher coupe feu 2h.

7.3 Dispositions relatives à l'aire de livraison du combustible

L'aire de livraison doit respecter les critères ci-après :

- L'aire de livraison combustible doit être étanche équipée d'une rétention de 12 m³ déportée et enterrée. Pour garantir l'efficacité de cette rétention, l'exploitant met en place une procédure de contrôle et de nettoyage périodique du regard ainsi que de la canalisation associée.
- La zone de dépotage est signalée.
- Les dépotages sont interdits en dehors des heures ouvrées et par temps d'orage.
- Le matériel électrique installé à proximité est limité et adapté au fonctionnement des installations,
- les opérations de dépotage sont réalisées par un transporteur spécialisé et uniquement en présence de personnel DIGITAL MRS6 formé,
- L'exploitant établit un protocole de sécurité qui sera communiqué et signé par les transporteurs et l'exploitant lui-même avant toute opération de dépotage.
- Des consignes de sécurité sont affichées sur l'aire de livraison (interdiction de fumer, de vapoter, d'utiliser un téléphone portable, d'apporter du feu ou de réaliser des travaux par points chauds sur l'aire lors des phases de dépotage). La procédure de dépotage inclut le

calage préalable du camion avant le dépotage (par sabot ou moyen équivalent) et l'arrêt du moteur.

- L'aire de livraison est équipée d'une prise de terre permettant la mise à la terre du véhicule avant chaque dépotage, d'un extincteur 9 kg poudre et d'un bac à sable ou d'absorbant.
- Tout stockage de produits inflammables ou combustibles sur l'aire de livraison est strictement interdit.

7.4 Dispositions relatives aux groupes électrogènes (GE)

L'exploitant met en place les dispositions ci-après :

- les GE pour le secours du data center sont implantés individuellement dans des conteneurs métalliques incluant la cuve de carburant associée
- les GE pour le secours du système de sprinklage sont implantés individuellement dans des conteneurs métalliques incluant la cuve de carburant associée
- chaque local groupe électrogène doit :
 - être sprinklé.
 - être muni de 2 détecteurs de flammes et de 2 détecteurs de fumées reliés au centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI),
 - être équipé d'un dispositif de coupure de l'alimentation en fioul avec vanne de coupure manuelle en façade et vanne automatique sur fusible thermique dans le local en cas de température anormale est mis en place
 - être sous détection incendie avec report d'alarme au PCS.
 - être doté d'ouïes de ventilation foisonnantes garantissant le coupe feu 2h en cas d'incendie
 - être équipé d'un système d'extinction automatique par sprinklage avec déclenchement sur mesure de température supérieure à 141°C et report du déclenchement au poste de contrôle de sécurité (PCS)
- un bac à sable de 100 litres, équipé d'une pelle de projection doit être disposé à proximité des groupes électrogènes.
- chaque cuve de carburant en cuve double peau doit être implantée dans une structure indépendante du local groupe, elle-même coupe feu 2 heures.
- les temps de fonctionnement cumulés des GE de secours de l'alimentation électrique principale du réseau électrique sont de 4h par an et par groupe (sur 30 groupes). L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de fonctionnement de ces groupes électrogènes.

Afin de réduire les nuisances sonores générées par les groupes électrogènes, l'exploitant veille à ce que le bruit de moteur des groupes électrogènes se propage uniquement par les entrées et sorties d'air des containers GE. Pour ce faire, il met en place les mesures ci-après :

- renforcement de l'isolation acoustique des containers des groupes, notamment sur les ouïes de ventilation
- mise en œuvre de silencieux au niveau des conduits d'échappement des groupes électrogènes
- installation d'un écran acoustique de 7m de hauteur côté Ouest et de 10m de hauteur côté sud autour des groupes électrogènes.

7.5 Dispositions relatives aux locaux batteries

Les onduleurs et batteries sont dans des locaux implantés sur les différents niveaux du bâtiment.

Ces locaux doivent être en cubes coupe-feu (REI 120) avec des portes coupe-feu (EI60).

Les locaux batteries sont dotés de ventilation redondante permettant la maîtrise du risque de concentration d'hydrogène et la formation d'une atmosphère explosive (ATEX).

Les batteries Li-ion utilisées sont à émission négligeable d'hydrogène (batterie à recombinaison des gaz).

Les locaux sont sur dalle en béton étanche.

7.6 Dispositions relatives aux groupes froids et compresseurs d'air

L'installation est composée de 58 groupes frigorifiques répartis sur des passerelles techniques sur 3 faces du bâtiment. Le ballon est protégé par gabarit acier.

L'exploitant doit programmer des entretiens périodiques et des contrôles périodiques ESP (équipements sous pression) par des entreprises extérieures spécialisées.

La gestion technique de l'installation est centralisée avec report d'alarme en cas de défaut de circulation et température d'huile.

L'exploitant utilise pour l'installation un fluide comprimé non inflammable et non toxique.

Des extincteurs adaptés en nombre suffisant sont disponibles à côté de ces groupes froids.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents permettant de caractériser les risques et impacts de l'installation utilisée sur le site.

Afin de réduire les nuisances sonores générées par les groupes froids, l'exploitant met en place les mesures ci-après :

- Mise en œuvre d'un capotage acoustique autour de chaque groupe
- Installation d'un écran acoustique de 7m de hauteur autour des groupes froids sur le côté Ouest.
- Installation d'un écran acoustique de 8m de hauteur autour des groupes froids sur le côté Sud.

7.7 Dispositions relatives aux locaux de stockage de matériel informatique

Chaque local est sous détection automatique d'incendie avec report d'alarme vers le PCS, et équipé d'extincteurs en nombre suffisant adaptés aux risques.

Chaque local est sous système d'extinction automatique par sprinklage.

7.8 Dispositions relatives aux salles informatiques

La salle est sous détection automatique d'incendie avec report d'alarme vers le PCS. Un système d'extinction automatique par sprinklage est associée à la détection incendie.

Les salles sont surveillées par des détecteurs multi-ponctuels par aspiration d'air – VESDA (Very Early Smoke Detection Apparatus).

Une gestion technique centralisée est mise en place avec report d'alarme en cas de défaut.

Les installations sont protégées contre la foudre.

7.9 Dispositions relatives à la sous-station

7.9.1 Isolation des PSEM (salle GIS)

L'isolation des PSEM, « postes électrique sous enveloppe métallique », est réalisée par un gaz isolant, hexafluorure de soufre (SF6), dont l'enveloppe métallique externe étanche doit être mise à la terre.

7.9.2 Isolation des cellules HTA

Les cellules doivent être installées avec un moyen de coupure de l'arc électrique par le vide, sans mise en œuvre de gaz SF6.

7.9.3 Transformateurs HTB

Chaque transformateur est implanté sur une fosse de rétention permettant la rétention du diélectrique, avec un volume sous le transformateur de 20 % retenu, soit 9 m³ et raccordement gravitaire vers une fosse déportée assurant le complément de rétention à 100 % du volume unitaire, soit 45 m³.

La fosse est équipée d'un dispositif d'extinction rapide du diélectrique. Chacun de ces deux bacs de récupération est relié à une fosse unique enterrée déportée intégrant un séparateur eau / huile diélectrique.

En cas d'incendie de la sous-station, les eaux d'extinction des locaux transformateurs, comme des autres locaux et eaux de surface doivent être réorientées automatiquement à la sortie du séparateur vers la rétention des eaux incendie du site enterrée sous la route située au Nord du Data Center. Le volume de cette structure générale de confinement est de 1 260 m³.

7.9.4 Réduction des nuisances sonores

Afin de réduire les nuisances sonores générées par les locaux des transformateurs de la sous station électrique, l'exploitant met en place les mesures ci-après :

- traitement acoustique absorbant au niveau des faces intérieures de chaque local transformateurs
- Ajout de grilles acoustiques sur les faces ouvertes des locaux transformateurs.

7.10 Groupe d'information et de suivi des riverains (GISR)

A titre volontaire, l'exploitant met en place préalablement à la mise en service des installations du site, un groupe d'information et de suivi des riverains (GISR).

La composition du groupe est définie par l'exploitant.

Ce groupe d'information constitue une instance consultative, dépourvue de toute compétence décisionnelle ou de mission de contrôle.

L'organisation et l'animation du GISR sont assurés par l'exploitant.

Le Président du GISR désigne, à chaque réunion, un secrétaire de séance.

La participation des services de l'État est facultative, ponctuelle et limitée à des interventions d'information générale, sans rôle de pilotage ni responsabilité dans le fonctionnement du GISR. Aucune contribution spécifique autre que celles prévues par la réglementation ne peut être sollicitée.

8 DISPOSITIONS FINALES

8.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

8.2 Délais et voies de recours

Conformément à l'[article R.181-50](#) du code de l'environnement, et sans préjudice de l'[article L.411-2](#) du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours administratif interrompt le cours du délai de recours contentieux, qui ne recommence à courir qu'à partir du rejet du recours administratif.

8.3 Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

8.4 Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
- Le maire de Bouc-Bel-Air,

- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur,
 - Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - Le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
 - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

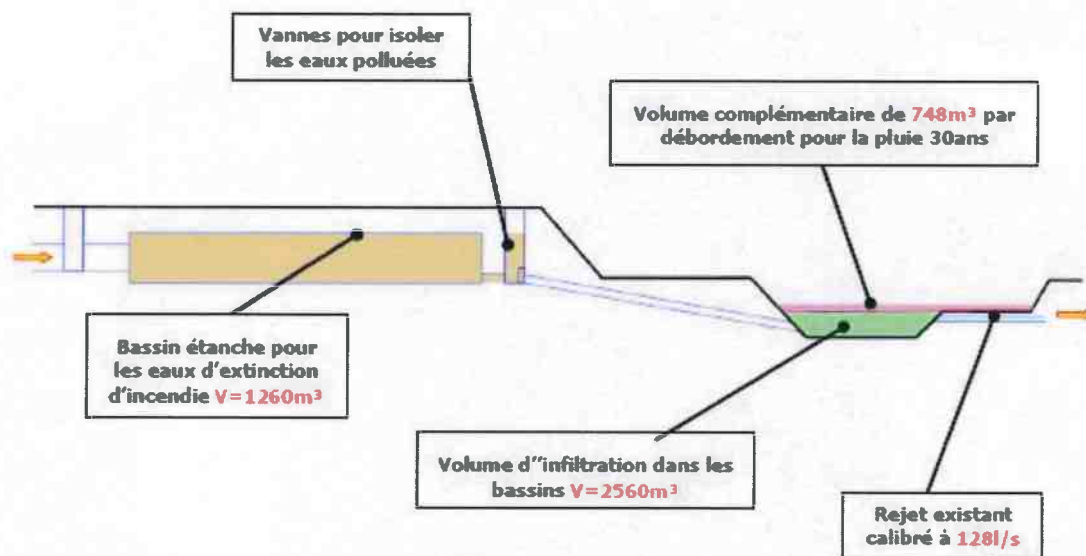
Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

9 ANNEXES

9.1 Annexe 1 : Schéma de principe de la gestion des eaux pluviales



Schémas de principe de la gestion Eaux Pluviales

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

À L'ARRÊTÉ N° 2024-6-A

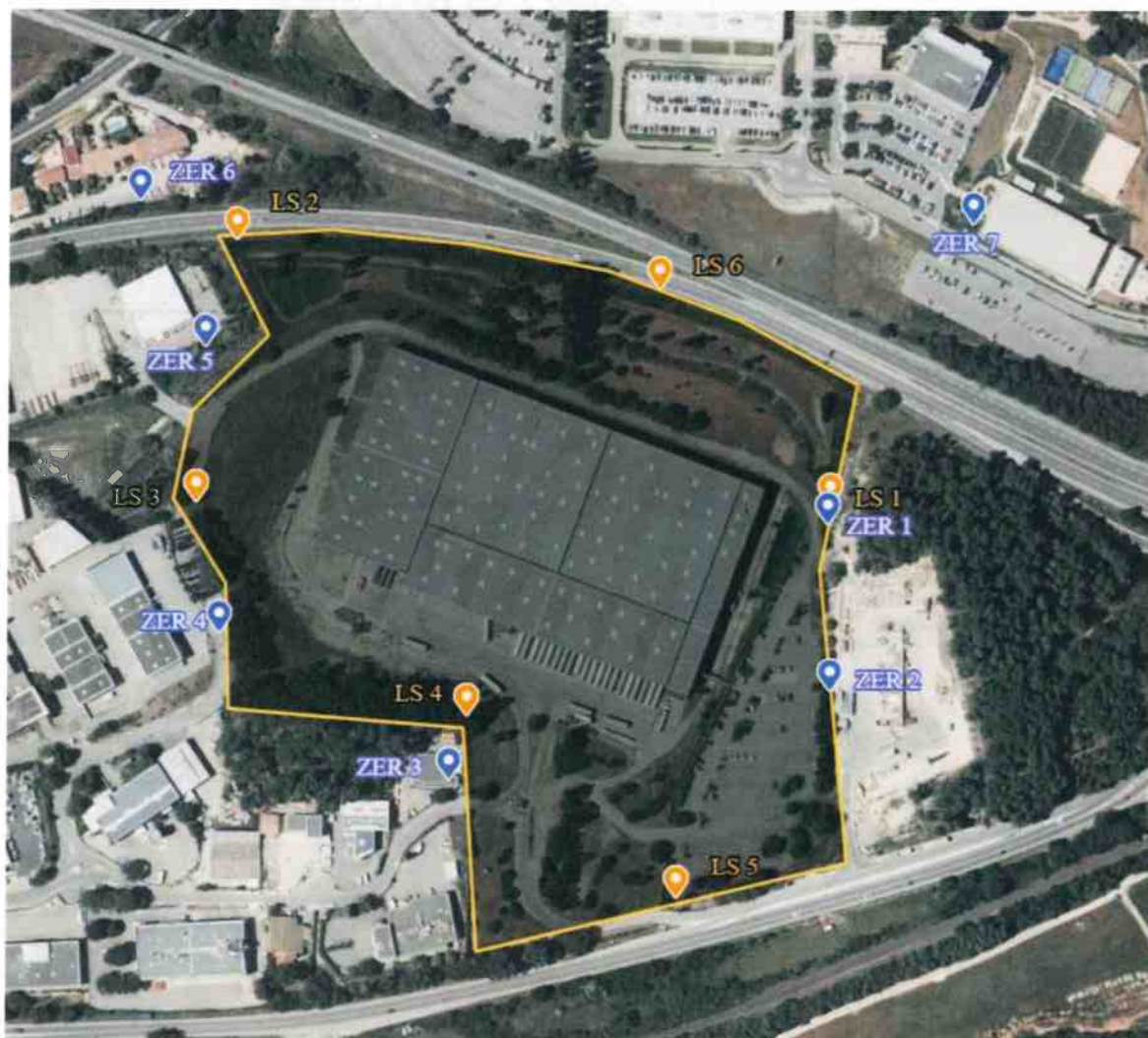
DU 12 Février 2026

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

À L'ARRÊTÉ N°

DU

9.2 Annexe 2 : Position des points de mesures de bruit



POINT	POSITION GEOGRAPHIQUE	REFERENCE
LS 1	Limite Nord Est	Limite d'exploitation
LS 2	limite Nord Est	Limite d'exploitation
LS 3	Limite Ouest	Limite d'exploitation
LS 4	Limite Sud Ouest	Limite d'exploitation
LS 5	Limite Sud	Limite d'exploitation
LS 6	Limite Nord	Limite d'exploitation
ZER 1	ZER limitrophe au Nord Est	ZER terrain constructible
ZER 2	ZER limitrophe à l'Est	ZER tiers (déchetterie)
ZER 3	ZER limitrophe au Sud Ouest	ZER tiers bureaux
ZER 4	ZER limitrophe à l'Ouest	ZER tiers bureaux
ZER 5	ZER limitrophe au Nord Ouest	ZER tiers entreprise
ZER 6	ZER au Nord Ouest	ZER habitation
ZER 7	ZER au Nord	ZER tiers ERP (centre commercial)

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

A L'ARRÊTÉ N° 2024 - 6 - A

DU 12 février 2025

9.3 Annexe 3 : Informations sensibles

Non diffusable conformément à l'instruction du 12/09/2023 mais communicable sur demande

Nature des installations soumises à rubrique 47XX

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime de classement
4734-2a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1000 t : A	- 30 cuves de 57 m3 de fioul de densité 0,85, soit de 1453,5 tonnes. - 2 cuves de réserve de fioul des groupes électrogènes des motopompes du sprinklage : 20,88 m3 soit 18,4 tonnes Capacité totale: 1471,9 t	A
4718-2a	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t : DC	fluide R32 (gaz inflammable liquéfié de catégorie 1B - mention de danger H221) équipant les climatisations des bureaux volume global 475 kg	NC

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ

A L'ARRÊTÉ N° 2024-6-A

DU 12 Février 2026

